

MOUVEMENTS SOCIAUX AU MEXIQUE RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Rachel Sarrasin

Février 2003

Historiquement marqué par un grand dynamisme social et ce, malgré d'interminables années caractérisées par un système politique autoritaire et corporatiste, le Mexique se veut à nouveau aujourd'hui la scène d'importantes mobilisations appelées par les secteurs les plus marginalisés de sa population. Alors que de nombreux observateurs de la politique nationale célébraient encore tout récemment la transition démocratique du pays, la véritable orientation du pouvoir se dévoile devant la montée des tensions entre le gouvernement et la société civile. Dans un pays où 42,3% des gens qui l'habitent survivent dans des conditions de grande pauvreté¹, le changement tant annoncé avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Vicente Fox en 2000 se conjugue de plus en plus avec la promesse de réformes dont les lourdes conséquences économiques et sociales sont plus que familières pour cette part importante de la société.

Ces récentes manifestations résultent d'un double processus de détérioration économique et d'essoufflement politique. En effet, l'intégration en profondeur de l'économie mexicaine avec la mise en oeuvre progressive de l'ALENA et l'éventualité de la ZLEA suscite, d'une part, l'augmentation de la méfiance d'une population déjà lourdement affectée par la libéralisation des marchés nationaux. De l'autre, l'inertie et la nonchalance du gouvernement de Fox face aux revendications et initiatives des groupes organisés de la société laisse présager une amplification des mouvements au cours des prochains mois, de même qu'une possible radicalisation des positions politiques privilégiées. À ce sujet, l'analyse de l'actualité récente est éloquent. À l'aube de 2003, la réémergence en force du mouvement zapatiste dans la région du sud-est ainsi que la mobilisation massive des agriculteurs du pays se veulent l'expression d'une crise sociale en gestation.

Au Chiapas, le mouvement zapatiste plus présent que jamais

Dès son élection à la tête de la fédération, le président Fox se chargeait de régler l'épineuse question autochtone en 15 minutes. À l'amorce de sa troisième année au pouvoir et près d'une décennie suivant le soulèvement armé du mouvement zapatiste le 1^{er} janvier 1994, la perspective d'une résolution pacifique au conflit demeure utopique. Confrontées à l'impasse des négociations avec le gouvernement et inquiètes des nouveaux défis qui se dessinent pour la région, les communautés autochtones en rébellion se mobilisent. C'est ainsi que ce 1^{er} janvier 2003, à l'occasion du neuvième anniversaire de la célèbre prise de San Cristobal de las Casas et en plein cœur de cette même ville, plus de 20 000 représentants et représentantes des communautés de base de l'*Ejército zapatista de liberación nacional*² (EZLN) se sont manifestés lors du plus grand rassemblement public à ce jour des forces du mouvement, réaffirmant ainsi leur présence et se réappropriant la parole après deux années de silence.

L'apparition de l'EZLN sur la scène nationale et internationale en 1994 a ouvert la porte à des bouleversements politiques et sociaux fondamentaux pour le système politique mexicain. Dénonçant des siècles de marginalisation et d'exploitation, l'insurrection zapatiste s'est fait entendre comme un cri de (dés)espoir³ en faveur de la paix dans le respect de la dignité, de la démocratie, de la justice et de la liberté. Le moment retenu pour le soulèvement n'est pas inopportun : l'ALENA qui entre en vigueur aux premières heures de l'année se trouve à la source des importantes modifications qu'a subi dès 1992

¹ Panorama social de America latina 2001-2002, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, <http://www.eclac.cl>

² Armée zapatiste de libération nationale

³ Dans la première Déclaration de la selva Lacandona, ce refus de l'injustice, de l'impunité et de la violence sera symbolisé par la désormais célèbre affirmation : ¡Ya Basta! (C'est assez!).

l'article 27 de la constitution mexicaine, symbole et affirmation des droits agraires collectifs à travers la figure de l'*ejido* (terre collective), afin de satisfaire aux exigences préalables à l'intégration nord-américaine. Dès lors, les axes de lutte des populations autochtones en rébellion s'articuleront autour de la question de la sauvegarde et de la défense des terres; du respect de leurs cultures particulières, ainsi que de la reconnaissance de leurs droits collectifs en tant que peuples.

Les Accords de San Andrés, bases de la formulation d'une entente entre les parties en cause, seront signés en 1996 par les représentants du pouvoir exécutif fédéral et les représentants du mouvement autochtone zapatiste. Reformulée par la *Comisión de concordia y pacificación*⁴ (COCOPA) à travers le projet des *Reformas constitucionales en materia de derechos y cultura indígenas*⁵, l'initiative sera bafouée par le gouvernement de l'époque qui reviendra sur son engagement en faveur de la paix et y substituera plutôt une militarisation intensive de la région. Dans cette perspective, l'arrivée de Fox à la présidence à l'aube du nouveau millénaire marquera la possibilité d'une reprise du dialogue. C'est dans cette optique que s'inscrit la Marche de la dignité et de l'espoir⁶ réalisée en 2001 jusqu'à la capitale du pays par 23 commandants de l'EZLN et le sous-commandant Marcos, accompagnés de centaines de citoyens mexicains et d'ailleurs. À travers cet événement, les autochtones cherchaient à réaffirmer de vive-voix auprès du congrès national l'exigence des trois signaux⁷ définis comme conditions préalables pour l'établissement d'une base de confiance avec le gouvernement récemment élu.

Malgré l'important appui populaire en faveur de la proposition de la COCOPA défendue par le mouvement autochtone en rébellion, le gouvernement de Fox annoncera en avril 2001 la promulgation d'une contre-réforme unilatérale, connue comme la Loi Bartlett-Cevallos-Ortega du nom de ses promoteurs au sénat. Cette dernière, fondamentalement différente de l'entente de San Andrés, sera perçue par l'EZLN comme la négation renouvelée des demandes spécifiques précédemment affirmées en matière d'autonomie, d'autodétermination des peuples et de reconnaissance de la gestion collective des terres. Usant de l'ultime recours légal encore à leur disposition, les

communautés zapatistes présenteront à l'été 2001 devant la Cour suprême de la nation 330 oppositions constitutionnelles à l'encontre du processus entrepris par le congrès dans les démarches d'approbation de la nouvelle initiative gouvernementale en matière de droits et de culture autochtone, arguant la violation de la constitution du pays, de la loi agraire et des conventions internationales en la matière. La Cour suprême se fera entendre en septembre 2002, déclarant non conforme l'initiative présentée en son sein et affirmant son inaptitude à se prononcer sur le caractère des réformes apportées à la Constitution. Cette décision marquera l'épuisement du dialogue et des voies de résolution pacifique au conflit.

Dans ce contexte marqué par la volte-face du gouvernement de Fox et de ses prédécesseurs à l'égard des engagements initialement souscrits, la portée des enjeux actuels liés à l'intégration économique du Mexique prend toute sa signification. En ce sens, présenté par le gouvernement de Fox comme un programme de modernisation et de développement des infrastructures du sud-est de pays, le Plan Puebla Panama (PPP)⁸, avec pour axes principaux le déploiement des industries pétrolière et hydroélectrique de même que la construction de diverses voies de communication, vise une transformation majeure et radicale de toute la région au profit des grandes transnationales. Inscrit dans la volonté de création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), le programme implique de profondes perturbations pour les populations autochtones du Chiapas et des États du sud-est. Convoitant un contrôle accru sur les innombrables ressources de la région, parmi lesquelles le pétrole, l'eau, les bois précieux et la grande biodiversité de la jungle Lacandone, le PPP suppose la mise en oeuvre d'une vaste offensive économique et politique, renforcée par l'amplification du dispositif militaire déjà en place. Sous le prétexte officiel de la protection environnementale, de nouvelles stratégies contre-insurrectionnelles font jour, notamment la menace, déjà partiellement concrétisée, du déplacement de milliers d'autochtones dont les communautés sont situées dans la réserve de la biosphère de Montes Azules, ainsi que l'augmentation des actes de violence exercées contre les autochtones en rébellion par les groupes paramilitaires de la région.

À ce sujet, le silence zapatiste des dernières années n'a pas manqué d'être interprété publiquement par Fox et ses acolytes comme un signe de l'épuisement des forces du mouvement. Encore récemment, lors d'une visite à l'étranger, le président se réjouissait du climat de paix sociale atteint dans le sud-est du pays. Interpellé par ces déclarations, les zapatistes ont précisé leurs positions le soir du 1^{er} janvier de cette année par le biais de la lecture de 7 communiqués. Signés par le *Comité clandestino*

⁴ Commission pour la concorde et la pacification

⁵ Réformes constitutionnelles en matière de droits et de culture autochtones

⁶ Baptisée *Zapatour* par de nombreux médias nationaux et internationaux.

⁷ Les trois signaux sont : l'accomplissement des Accords de San Andrés par la voie de l'approbation de l'initiative de la COCOPA en matière de droits et culture autochtones; le retrait de 7 des 259 bases militaires de l'armée nationale mexicaine dans la région du conflit; la libération de tous les prisonniers politiques zapatistes retenus dans les prisons du pays. À ce jour, aucun de ceux-ci n'a encore été totalement accompli. Cf. J. A. Meneses, « El cambio secuestrado. La encrucijada del movimiento indígena mexicano en julio del 2001 », dans G. Michel y F. Escárzaga (coordinateurs), *Sobre la marcha*, Universidad Autónoma Metropolitana, 2001, pp. 91-101.

⁸ Consulter à ce sujet le texte de Daniel Hiernaux « *El Plan Puebla Panama : ¿una nueva visión del desarrollo regional?* », disponible sur le site du Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC) <http://www.unites.uqam.ca/gric>

*revolucionario indígena – Comandancia general*⁹ (CCRI-CG) de l'EZLN, les discours prononcés par les différents commandants ont envoyé un message clair à la communauté politique du pays: dénonçant le racisme que les paliers exécutif, législatif et judiciaire du gouvernement ont exprimé dans leur rejet des multiples initiatives pour la paix, les communautés autochtones rassemblées ont affirmé leur souveraineté sur les territoires autonomes en rébellion et déclaré leur résolution à la résistance¹⁰. De plus, dans ce qui s'interprète comme un virement déterminant dans l'analyse politique et, conséquemment, pour la définition des stratégies futures, les zapatistes ont condamné l'attitude passive des députés dits progressistes et membres du *Partido de la Revolucion Democrática*¹¹ (PRD) face au projet de loi du gouvernement de Fox. Auparavant perçus comme les alliés institutionnels du mouvement, l'EZLN leur a refusé toute allégeance éventuelle. Ainsi, à travers cette image, les communautés autochtones en rébellion ont rompu le silence au cours de ce rassemblement pour témoigner de leur scepticisme quant aux potentialités du dialogue avec le pouvoir politique officiel. Plutôt, les zapatistes ont choisi d'affirmer leur solidarité avec les différents peuples en lutte pour leur autonomie et en ont appelé au renforcement de la désobéissance.

Le monde rural en crise :

« *Salvar al campo para salvar a Mexico* »¹²

De leur côté, dans un mouvement qui a récemment pris une ampleur considérable, de nombreux paysans mexicains s'organisent pour faire connaître sur la scène nationale la crise significative que subit le monde rural qu'une décennie de libre-échange avec le Canada et les États-Unis a laissé à bout de souffle. Répondant à l'appel lancé par la coalition sociale tripartite composée de *El campo no aguanta más*¹³, *El Barzon* et du *Consejo agrario permanente*¹⁴ (CAP), ainsi que par leurs alliés du secteur syndical, plus de 100 000 personnes étaient présentes dans les rues de la capitale ce 31 janvier 2003 lors de la plus grande manifestation appelée par les agriculteurs depuis l'époque du gouvernement de Lazaro Cardenas dans les années 1930-40. Ce rassemblement se voulait l'expression publique de l'importante mobilisation des petits agriculteurs en cours au pays depuis la fin de la dernière année. Les principales revendications de ce mouvement s'articulent autour d'une féroce critique du contenu et des effets du chapitre 7 de

l'ALENA concernant l'agriculture, dont une bonne partie des dispositions convenues entraient en vigueur à l'amorce de 2003 à travers l'élimination des tarifs douaniers sur la quasi-totalité des produits en provenance du marché nord-américain¹⁵.

Selon les paysans mobilisés, la libéralisation du marché de l'agriculture à travers la mise en oeuvre de l'accord n'a fait qu'aggraver l'asymétrie déjà caractéristique des parties signataires à l'ALENA. En ce sens, en 1990 la moyenne annuelle des importations des 10 produits alimentaires de base pour le Mexique se chiffrait à 8,7 millions de tonnes; en 2001, suivant une augmentation de 122%, le taux d'importation pour ces mêmes produits totalisait 18,5 millions, faisant passer la balance commerciale agroalimentaire du pays avec les États-Unis à un déficit de 2,148 millions de dollars¹⁶. Dans le même esprit, le Mexique se doit aujourd'hui d'importer 95% de la quantité de soya destinée à la consommation nationale; le taux passe à 58,5% en ce qui concerne le riz et à 49% pour le blé. Par ailleurs, la coalition dénonce l'inéquité des conditions de départ et les stratégies de commerce déloyales employées par le géant américain dans ce secteur. À ce sujet, les paysans mentionnent les politiques de subventions massives accordées aux agriculteurs américains par la Maison-Blanche, notamment par le biais de la mise en oeuvre de programmes tel le récent *Farm Bill* et dont la promulgation viole ouvertement les termes de l'ALENA. Comme conséquence du dumping américain, la valeur réelle des produits agroalimentaires a chuté drastiquement : entre 1985 et 1999, le maïs a perdu 64% de sa valeur sur le marché, tandis que les fèves en perdaient 46%, sans pour autant que le prix de revente aux consommateurs ait suivi la même tendance à la baisse¹⁷.

De la sorte, face à la croissance de la compétition et à la vente des produits agricoles américains en deçà du prix de production mexicain, les paysans se plaignent de l'absence de compensations gouvernementales pour contrebalancer les subventions que reçoivent les produits importés. Le démantèlement des programmes d'appui autrefois accessibles, la désuétude des infrastructures nécessaires, le manque d'investissement dans le secteur de même que la disparition des taux préférentiels pour l'accès au crédit annihilent tout potentiel de développement pour les petits agriculteurs nationaux. À titre d'exemple, du total du crédit bancaire dans l'économie, le secteur de l'agriculture reçoit à ce jour une moyenne de 5%. Toutefois, alors que 50% de ce taux provenait dans la décennie '80 de la banque de développement, une moyenne de 3,5 pesos pour 5 pesos de crédit reçu est aujourd'hui obtenue des banques commerciales¹⁸. Pourtant, cette situation déplorable est connue et anticipée par le pouvoir politique depuis la

⁹ Comité clandestin révolutionnaire autochtone – Commandement général

¹⁰ Pour le texte complet des communiqués lus lors du rassemblement, voir <http://www.ezln.org>

¹¹ Parti révolutionnaire démocratique

¹² Traduction libre : Sauver la campagne pour sauver le Mexique

¹³ En plus d'incarner le cri de ralliement du mouvement, *El Campo no aguanta más* (le monde rural n'en peut plus) représente aussi le nom d'un réseau issu du rassemblement de 12 organisations civiles. Pour la liste complète des groupes membres, voir <http://www.unorca.org.mx/campo.htm>

¹⁴ Conseil agraire permanent

¹⁵ Certains produits comme le maïs, le *frijol* et le lait en poudre font encore l'objet d'exceptions.

¹⁶ Voir le document de *El campo no aguanta más* intitulé *Datos sobre la situación del campo en Mexico*, <http://www.enlacesamerica.org>

¹⁷ Idem

¹⁸ *Datos sobre la situación del campo en Mexico*, op.cit.

publication en 2001 du rapport intitulé *Producción y comercio agropecuario en el marco del Tratado de libre comercio de America del Norte y su impacto en el desarrollo regional*¹⁹, élaboré par des conseillers en économie à la demande de la Chambre des députés mais dont la divulgation fut retenue par le gouvernement jusqu'à tout récemment. En fait, il importe de noter que certains secteurs du domaine agricole mexicain bénéficient nettement des termes de l'accord : les méga-industries agroalimentaires profitent des aubaines que représentent les bas prix américains pour l'achat des ressources nécessaires à leur production ou encore de l'avantage comparatif que détient le Mexique pour l'exportation de certains produits, tels les fruits tropicaux.

En réponse à cet état critique, le mouvement de *El campo no aguanta más* présente des alternatives et des revendications concrètes. Le pivot central des propositions repose sur la définition d'un nouveau pacte entre l'État mexicain, le monde urbain et le monde rural en vue de mettre en place une véritable réforme agraire qui prendra en compte l'ensemble des acteurs impliqués et ne bénéficiera pas uniquement aux multinationales de l'agroalimentaire. Selon le plan d'action défini par la coalition, cette initiative devrait éventuellement mener à une renégociation avec les parties en cause du chapitre de l'ALENA sur l'agriculture. En ce qui concerne la révision de ce dernier, les paysans présentent cinq angles d'approche générale pour la discussion, ajoutés à l'exigence préalable de l'annonce d'un moratoire sur le chapitre. D'abord, l'exclusion des processus de libéralisation commerciale du maïs et du *frijol*, éléments de base de l'alimentation nationale, comme question de sécurité nationale et de souveraineté alimentaire. Puis, la réintroduction de restrictions quantitatives pour les importations des produits de base, ainsi que la garantie de l'innocuité et du respect des normes phytosanitaires des aliments entrant sur le marché mexicain à travers des mesures de certification et d'étiquetage des produits. De plus, les paysans réclament l'élimination des pratiques commerciales déloyales par le biais des subventions nationales et, enfin, la signature d'accords parallèles à l'ALENA portant sur les enjeux sensibles telle la question migratoire et la circulation transfrontière des travailleurs²⁰. Finalement, la coalition exige l'affirmation constitutionnelle des droits et de la culture autochtones à travers la reconnaissance des accords de San Andrés.

La mobilisation fort médiatisée des agriculteurs soulève d'importantes questions à l'échelle nationale. Selon le *Secretaria de desarrollo social* (Sedesol)²¹, des 25 millions d'habitants que représente le monde rural, 2 personnes sur 3 sont d'origine autochtone et la grande

majorité des paysans se consacre à maintenir une production d'autosubsistance, en marge des marchés officiels. Toutefois, le pallier exécutif continue de réaffirmer les bienfaits de l'accord face aux réclamations du mouvement, négligeant la prise en compte de la distribution réelle de ces mêmes retombées au sein du secteur agricole. Par ailleurs, la situation provoque aussi des répercussions au-delà des frontières. Suivant l'évaluation du même organisme, 600 paysans quittent chaque jour leurs terres à destination des grandes villes du pays ou des États-Unis dans l'espoir d'y trouver de meilleures opportunités. Cette question du débordement des flux migratoires a d'ailleurs fait réagir l'ambassade américaine au Mexique qui, à l'occasion du grand rassemblement populaire du 31 janvier, exhortait le gouvernement mexicain à ne pas céder aux pressions du mouvement et exigeait la déclaration publique d'une prise de position ferme de la part du président Fox. Dans ce contexte, après avoir vu ignorée sa plaidoirie en faveur de l'annulation de la marche, le gouvernement choisissait de répondre par la répression en émettant 300 mandats d'arrestation à l'encontre des dirigeants de la coalition le jour même de la manifestation.

Pour le moment, le principal débat entre le pouvoir politique et les organisations du mouvement *El campo no aguanta más* se situe autour de la question des instruments juridiques existants pour la réouverture de la négociation du chapitre sur l'agriculture. Dans le même esprit, le secrétaire de l'économie, Fernando Canales Clariond, ajoute qu'une telle demande de la part du gouvernement mexicain pourrait engendrer des exigences similaires de la part des gouvernements des États-Unis et du Canada en ce qui concerne le secteur industriel, dont les dispositions avantagent à ce jour le Mexique²². Lors de sa dernière tournée européenne à l'occasion du Forum de Davos, le président Fox a déclaré sa volonté de faire-valoir les exigences des paysans auprès de l'OMC, au cours de la prochaine rencontre de l'organisation prévue à Cancun en septembre 2003, à travers un programme pour la diminution graduelle des subventions gouvernementales aux produits agricoles. Ainsi, malgré le fait qu'une entente ait été convenue le 5 février entre les différents acteurs de la problématique dans le but d'entreprendre sous peu un dialogue pour la signature d'un accord national pour le monde rural, le président de la fédération soutenait dans la même veine que malgré quelques difficultés conjoncturelles, tout indique que le Mexique chemine vers le maintien de sa stabilité politique, économique et sociale.

Quels scénarios au Mexique pour les mois à venir?

À l'analyse des perspectives mises en lumière par les deux mouvements présentés, des points de référence communs sont aisément identifiables. Le rassemblement zapatiste et la mobilisation paysanne de ce début d'année 2003 convergent dans la condamnation de la logique

¹⁹ Production et commerce agricole dans le cadre de l'Accord de libre-échange d'Amérique du nord et son impact sur le développement régional.

²⁰ Voir l'article de Vistor Suarez Carrera, « Qué renegociar en el capítulo agrícola del tratado? », dans l'édition de *La Jornada* du 29 janvier 2003, [http : //www.jornada.unam.mx](http://www.jornada.unam.mx)

²¹ Secrétariat du développement social du gouvernement fédéral, <http://www.sedesol.gob.mx>

²² Voir l'article de Laura Gomez Flores, « Inconveniente, revisar el acuerdo, insiste Canales », dans l'édition de *La Jornada* du 1^{er} février 2003.

économique qui sous-tend la libéralisation du marché mexicain et l'appauvrissement général qui en découle pour une large part de la population. La réforme constitutionnelle de l'article 27, à la fois condition et conséquence de l'entrée en vigueur de l'ALENA, marque le point de départ d'importantes transformations structurelles qui mèneront à l'annulation des voies d'accès juridiques et légales à la terre, cette dernière symbolisant le principal référent culturel des autochtones et représentant l'unique garantie de subsistance de ces groupes sociaux. À travers leurs manifestations respectives, les autochtones et les agriculteurs expriment l'état d'exacerbation dans lequel se trouvent aujourd'hui les sphères marginalisées de la société, confrontées aux effets de l'application indiscriminée des exigences de l'intégration ainsi qu'à la répartition inégale de ses retombées. En ce sens, ils sont l'écho de millions de laissés-pour-compte dont la détérioration des conditions de vie amplifie l'impatience et la colère face à l'inaction généralisée des acteurs politiques. Parallèlement, ces luttes pour la justice et l'équité sociale réaffirment le concept de souveraineté populaire comme élément constitutif de la nation. Le soulèvement renouvelé du mouvement zapatiste de même que la mobilisation massive des agriculteurs annoncent l'incrédulité de ces secteurs face aux promesses de changement du gouvernement de Fox et rappellent au président que son ascension à la tête de la fédération est notamment redevable à une longue et importante lutte sociale pour la démocratisation du pays.

Ainsi, à l'instar de la stratégie zapatiste initiale de négociations avec le gouvernement, les agriculteurs privilégient aujourd'hui la voie du dialogue avec le pouvoir politique pour faire entendre leurs exigences. Cependant, un simple coup d'œil à l'histoire récente du mouvement autochtone montre les limites de cette approche. Quelle place trouveront ces revendications sociales à l'agenda politique? Bien que le gouvernement promette d'exploiter la plate-forme multilatérale qu'offrira la prochaine rencontre de l'OMC pour faire entendre les réclamations mises de l'avant par ces mouvements, il est légitime de douter de l'authenticité de ces prétentions. À ce jour, les différentes forces politiques du pays ont su démontrer leur faible intérêt pour des secteurs dont l'apport véritable au développement économique du pays est marginal. Au contraire, l'asthénie de ces mouvements faciliterait, à terme, la réappropriation des territoires convoités qu'ils occupent et l'insertion productive de millions de travailleurs à l'économie formelle. La résistance zapatiste aux programmes gouvernementaux de modernisation du sud-est du pays, de même que le dénouement des démarches de consultation entreprises conjointement avec les agriculteurs seront donc fort déterminants des événements à attendre sur la scène politique mexicaine au cours des prochains mois. Nonobstant ce scénario, il demeure fondamental de ne pas sous-estimer la puissance de ralliement et de perturbation des communautés à la source des manifestations sociales actuelles.

Liens pertinents

Site officiel de l'EZLN: <http://www.ezln.org>

Bilan actualisé des événements au Chiapas: <http://www.chiapaslink.ukgateway.net>

Independent Media Center, Chiapas : <http://chiapas.indymedia.org/>

Dossier sur la coalition El campo no aguanta más : <http://www.unorca.org.mx>

El Barzon : <http://www.elbarzon.org>